



TSX: MFI

www.mapleleaffoods.com/fr

Renseignements :

Relations avec les investisseurs :

Kim Lee, 905 285-5898;

Relations avec les médias :

Janet Riley, 905 285-1515

Les Aliments Maple Leaf communique ses résultats financiers du premier trimestre de 2019

MISSISSAUGA, ON, le 2 mai 2019 /CNW/ - Les Aliments Maple Leaf Inc. (« Les Aliments Maple Leaf » ou la « société ») (TSX : MFI) a communiqué aujourd'hui ses résultats financiers pour le premier trimestre clos le 31 mars 2019.

Faits saillants du trimestre

- Augmentation de 11,0 % des ventes grâce aux acquisitions et à la croissance dans les activités principales.
- Marge du BAIIA ajusté^{a)} de 9,3 %, touchée par des investissements dans la croissance du secteur des protéines végétales, la mise en service d'une nouvelle capacité de production d'aliments à base de protéines et de pâtés à la viande et l'intégration des acquisitions de 2018.
- Annonce d'un investissement en immobilisations de 336,0 millions de dollars US pour augmenter la capacité de production de protéines végétales afin de maintenir la position de leader et de répondre à la demande en pleine croissance.
- Conclusion de l'entente de refinancement afin d'accroître la capacité d'endettement et de fournir la souplesse nécessaire pour financer la croissance future.

« Notre premier trimestre de 2019 a été dominé par une plus forte croissance des ventes, stimulée par les récentes acquisitions, combinée à une certaine compression des marges durant le trimestre, liée à nos investissements dans cette croissance, a déclaré Michael H. McCain, président et chef de la direction. Les conditions du marché sont demeurées difficiles, mais devraient s'améliorer d'ici la fin de l'exercice. Nous progressons conformément aux prévisions sur toutes nos plateformes stratégiques afin de stimuler l'augmentation structurelle des marges et de réaliser notre objectif de devenir la société ayant les pratiques de production de protéines les plus durables au monde. »

Faits saillants de nature financière

<i>Mesure^{a)}</i> <i>(non audité)</i>	Trimestres clos les 31 mars			
	2019	2018	Variation en %	
Ventes	907,1	\$ 817,5	\$	11,0 %
Bénéfice net	50,1	\$ 27,9	\$	79,5 %
Bénéfice de base par action	0,41	\$ 0,22	\$	86,4 %
Marge du BAIIA ajusté	9,3	% 10,1	%	(80) pb
Résultat d'exploitation ajusté ^{a)}	42,1	\$ 52,8	\$	(20,3) %
Résultat ajusté par action ^{a)}	0,20	\$ 0,29	\$	(31,0) %

^{a)} Toutes les mesures financières sont exprimées en millions de dollars sauf la marge du BAIIA ajusté de même que le résultat de base et le résultat ajusté par action

Remarque : Plusieurs éléments sont exclus de l'analyse du résultat sous-jacent, puisqu'ils ne sont pas représentatifs des activités d'exploitation courantes de la société. Se reporter à la rubrique intitulée « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » à la fin du présent communiqué pour obtenir la description et le rapprochement de toutes les mesures financières non conformes aux IFRS

Ventes et résultat d'exploitation ajusté

Le tableau suivant présente le sommaire du total des ventes et du résultat d'exploitation ajusté de la société pour le trimestre.

<i>(en milliers de dollars) (non audité)</i>	Trimestres clos les 31 mars			
	2019		2018	
Total des ventes	907 090	\$	817 509	\$
Résultat d'exploitation ajusté	42 074	\$	52 772	\$
Marge du BAIIA ajusté	9,3	%	10,1	%

Les ventes au premier trimestre ont augmenté de 11,0 % pour atteindre 907,1 millions de dollars, y compris les acquisitions. La croissance des ventes de 1,4 % dans les activités principales est principalement attribuable aux mesures d'établissement des prix, prises au cours du quatrième trimestre de 2018 afin d'atténuer les pressions inflationnistes, et à la composition favorable des ventes liée à la rénovation de l'offre alimentaire. L'expansion soutenue dans le secteur de la production durable de viande et des protéines végétales a également contribué à la croissance des ventes.

Le résultat d'exploitation ajusté a diminué pour s'établir à 42,1 millions de dollars, comparativement 52,8 millions de dollars au premier trimestre de 2018. Le solide rendement commercial est principalement attribuable aux mesures d'établissement des prix prises au cours du trimestre précédent, à l'amélioration de la composition des ventes découlant de la rénovation de l'offre alimentaire de la société, à la baisse des coûts liés aux intrants pour les viandes préparées et à la croissance des produits à valeur ajoutée de porc et de volaille. Ces améliorations ont cependant été annulées par les conditions défavorables sur le marché des viandes fraîches et l'incidence des initiatives axées sur la croissance. Au cours du trimestre, diverses initiatives axées sur la croissance ont été entreprises, notamment des investissements dans la production de protéines végétales afin de soutenir les marques, les coûts de démarrage liés à l'augmentation de la capacité pour la production d'aliments à base de protéines et de pâtés à la viande et l'incidence dilutive à court terme des acquisitions de 2018.

Le bénéfice net du premier trimestre s'est établi à 50,1 millions de dollars (0,41 \$ par action de base) comparativement à 27,9 millions de dollars (0,22 \$ par action de base) au premier trimestre de 2018. La hausse du bénéfice net s'inscrit dans la tendance des facteurs susmentionnés. De plus, le bénéfice net a profité de l'incidence favorable des variations de la juste valeur des actifs biologiques et des profits latents sur les contrats de dérivés, qui ne sont pas pris en compte dans le calcul du résultat d'exploitation ajusté.

Au premier trimestre, la marge du bénéfice ajusté avant les intérêts, l'impôt et les amortissements (« BAIIA ») s'est établie à 9,3 % comparativement à 10,1 % au premier trimestre de 2018. La marge du BAIIA ajusté a également subi l'incidence de l'adoption de la norme IFRS 16 - Contrats de location (« IFRS 16 »). À l'adoption de l'IFRS 16, les contrats de location auparavant classés comme contrats de location simple ont été incorporés au bilan consolidé intermédiaire de la société produisant une hausse de 8,1 millions de dollars de l'amortissement et de 1,8 million de dollars en charges d'intérêt qui sont comptabilisés dans les états consolidés intermédiaires des résultats non inclus dans le BAIIA.

Événements postérieurs

Le 8 avril 2019, la société a annoncé ses plans portant sur la construction d'une usine de transformation alimentaire de protéines d'origine végétale de 310,0 millions de dollars US qui sera située à Shelbyville, en Indiana. La nouvelle usine de Shelbyville recevra un appui d'environ 50,0 millions de dollars US en subventions et mesures incitatives gouvernementales américaines pour services publics, y compris 9,6 millions de dollars US destinés aux coûts d'immobilisations et aux coûts uniques de démarrage, ainsi qu'environ 40,0 millions de dollars US pour un soutien opérationnel sur 10 ans. La société investira également approximativement 26,0 millions de dollars US dans ses établissements existants afin de répondre à la demande croissante. Le projet sera financé au moyen d'une combinaison des flux de trésorerie liés à l'exploitation et de capitaux empruntés. Les travaux de construction commenceront à la fin du printemps 2019, et le démarrage devrait commencer à la fin de 2020. Se reporter à la note 17

dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités (« états financiers consolidés »).

Le 30 avril 2019, la société a conclu une nouvelle facilité de crédit syndiquée comprenant une ligne de crédit renouvelable engagée non garantie de 1 300,0 millions de dollars venant à échéance le 30 avril 2024 et deux facilités de crédit à terme engagées non garanties pour 265,0 millions de dollars US et 350,0 millions de dollars CA venant à échéance le 30 avril 2024 et le 30 avril 2023, respectivement. La facilité de crédit refinance et remplace les facilités de crédit renouvelables engagées non garanties actuelles de la société de 250,0 millions de dollars et de 400,0 millions de dollars, lesquelles venaient à échéance le 7 novembre 2019 et le 19 octobre 2021, respectivement.

La nouvelle facilité de crédit porte un taux d'intérêt fondé sur les taux d'intérêt à court terme. Elle servira à combler les besoins en financement de la société pour l'investissement dans la construction récemment annoncée de ses nouvelles installations de fabrication à London, en Ontario, et à Shelbyville, dans l'Indiana, en plus de fournir les niveaux appropriés de liquidités et soutenir la conduite de ses affaires générales.

Le 30 avril 2019, la société a prélevé 265,0 millions de dollars US de la première facilité de crédit à terme engagée non garantie et 115 millions de dollars CA de la deuxième facilité de crédit à terme engagée non garantie pour rembourser tous les emprunts au 31 mars 2019, y compris les intérêts courus et les frais (voir la note 7 dans les états financiers consolidés).

Autres considérations

Le 1^{er} mai 2019, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,145 \$ par action, payable le 28 juin 2019 aux actionnaires inscrits à la clôture des marchés le 7 juin 2019. Sauf indication contraire de la société au plus tard à la date de paiement du dividende, ce dividende sera considéré comme admissible au « crédit d'impôt pour dividendes amélioré ».

Conférence téléphonique

Un document à l'intention des investisseurs sur les résultats financiers de la société pour le premier trimestre pourra être consulté en ligne à l'adresse www.mapleleaffoods.com/fr/, sous *Information financière* sur la page *Investisseurs*. Une conférence téléphonique aura lieu à 14 h 30, HE, le 2 mai 2019, afin de passer en revue les résultats financiers du premier trimestre des Aliments Maple Leaf. Pour y participer, veuillez composer le 416 764-8609 ou le 1 888 390-0605. Les personnes qui n'auront pu participer à la conférence pourront en écouter une version archivée qui sera disponible une heure après l'événement au 416 764-8677 ou 1 888 390-0541 (code d'accès : 206175 #).

Une webdiffusion de la conférence sur les résultats financiers du premier trimestre sera également disponible à : (offerte en anglais seulement)

<https://edge.media-server.com/m6/p/5ynqfucq>

Il est possible de consulter la version intégrale des états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités et du rapport de gestion connexe de la société à partir de son site Web.

Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS

La société utilise les mesures non conformes aux IFRS suivantes : le résultat d'exploitation ajusté, le résultat ajusté par action, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le montant net de la dette ou de la trésorerie. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile aux investisseurs pour évaluer le rendement financier de la société pour les raisons mentionnées ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée aux termes des IFRS et, par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne doivent pas être considérées comme des substituts d'autres mesures financières établies conformément aux IFRS.

Résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté, une mesure non conforme aux IFRS, est utilisé par la direction pour évaluer les résultats financiers d'exploitation. Il est défini comme le résultat avant impôt, ajusté pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et des éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes ultérieures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat net présenté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés du résultat d'exploitation ajusté pour le trimestre clos le 31 mars, comme il est indiqué ci-dessous. La direction est d'avis qu'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour évaluer les résultats d'exploitation étant donné qu'elle est représentative des activités courantes de la société.

<i>(en milliers de dollars)</i> <i>(non audité)</i>	Trimestres clos les 31 mars			
	2019		2018	
Bénéfice net	50 104	\$	27 918	\$
Impôt sur le résultat	18 833		11 507	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	68 937	\$	39 425	\$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	7 433		1 653	
Autres charges	2 077		2 854	
Frais de restructuration et autres frais connexes	2 820		2 055	
Bénéfice d'exploitation	81 267	\$	45 987	\$
(Augmentation) diminution de la juste valeur des actifs biologiques ^{a)}	(26 263)		7 097	
(Profit) perte latent(e) sur les contrats de dérivés ^{a)}	(12 930)		(312)	
Résultat d'exploitation ajusté	42 074	\$	52 772	\$

Résultat ajusté par action

Le résultat ajusté par action, qui est une mesure non conforme aux IFRS, est utilisé par la direction pour évaluer les résultats financiers d'exploitation. Il est défini comme le bénéfice de base par action et est ajusté de la même manière que le résultat d'exploitation ajusté. Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice de base par action présenté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés et le résultat ajusté par action de la société pour le trimestre clos le 31 mars comme il est indiqué ci-après. La direction est d'avis qu'il s'agit de la mesure la plus appropriée pour évaluer les résultats financiers étant donné qu'elle est représentative des activités courantes de la société.

<i>(en dollars par action)</i> <i>(non audité)</i>	Trimestres clos les 31 mars			
	2019		2018	
Bénéfice de base par action	0,41	\$	0,22	\$
Frais de restructuration et autres frais connexes ^{a)}	0,02		0,01	
Éléments inclus dans les autres produits qui ne sont pas tenus pour représentatifs des activités courantes ^{a)}	0,01		0,02	
Variation de la juste valeur des actifs biologiques ^{a)}	(0,16)		0,04	
Variation de la juste valeur des (profits) pertes latent(e)s sur les contrats de dérivés ^{a)}	(0,08)		—	
Résultat ajusté par action^{a)}	0,20	\$	0,29	\$

Résultat ajusté avant les intérêts, l'impôt et les amortissements

Le BAIIA ajusté correspond au résultat avant intérêts et impôt, majoré des amortissements des immobilisations incorporelles et ajusté pour des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et des éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes ultérieures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat net présenté aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés et du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars, comme il est indiqué ci-dessous. La direction estime que le BAIIA ajusté est utile pour évaluer le rendement des activités courantes de la société, ainsi que sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins en liquidités, ce qui comprend le programme d'investissement en capital de la société.

<i>(en milliers de dollars)</i> <i>(non audité)</i>	Trimestres clos les 31 mars			
	2019		2018	
Bénéfice net	50 104	\$	27 918	\$
Impôt sur le résultat	18 833		11 507	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	68 937	\$	39 425	\$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	7 433		1 653	
Éléments inclus dans les autres produits qui ne sont pas représentatifs des activités courantes	1 824		2 690	
Frais de restructuration et autres frais connexes	2 820		2 055	
Variation de la juste valeur des actifs biologiques et des (profits) pertes latent(e)s sur les contrats de dérivés	(39 193)		6 785	
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	42 620		29 874	
BAIIA ajusté	84 441	\$	82 482	\$
Marge du BAIIA ajusté	9,3 %		10,1%	

Trésorerie (dette) nette⁹⁾

Le tableau suivant présente un rapprochement de la trésorerie (dette) nette et des montants présentés aux termes des IFRS dans les états financiers consolidés de la société au 31 mars, comme il est indiqué ci-dessous. La société établit la trésorerie (dette) nette en déduisant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie la dette à long terme et la dette bancaire. La direction est d'avis que cette mesure est utile pour l'évaluation du montant de levier financier utilisé.

<i>(en milliers de dollars)</i> <i>(non audité)</i>	Aux 31 mars			
	2019		2018	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	82 295	\$	67 697	\$
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	(170 408)	\$	(816)	\$
Dette à long terme	(296 262)		(59 938)	
Total de la dette	(466 670)	\$	(60 754)	\$
Trésorerie (dette) nette	(384 375)	\$	6 943	\$

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document et les communications publiques, orales ou écrites, de la société contiennent souvent des « énoncés prospectifs », selon la définition qu'en donne la loi sur les valeurs mobilières applicable. Ces énoncés sont fondés sur des attentes, estimations, prévisions et projections courantes sur les secteurs dans lesquels la société exerce ses activités et sur des opinions et hypothèses formulées par la direction de la société. Ces énoncés comprennent, sans s'y limiter, des énoncés sur les objectifs de la société ainsi que des énoncés liés aux opinions, plans, objectifs, attentes, anticipations, estimations et intentions de la société. L'information prospective spécifique figurant dans le présent document comprend, sans s'y limiter, les énoncés relatifs aux attentes relatives à l'utilisation de dérivés, de contrats à terme normalisés et d'options; à l'utilisation prévue des soldes de trésorerie; aux sources de fonds visant à satisfaire aux exigences commerciales; aux dépenses d'investissement et aux attentes relatives aux dépenses en capital; aux attentes relatives à la mise en œuvre d'initiatives de protection de l'environnement; aux attentes relatives à l'adoption des nouvelles normes comptables et à l'incidence de cette adoption sur la situation financière; aux attentes relatives au rendement du régime de retraite de même qu'aux passifs futurs du régime de retraite et aux cotisations qui y seront faites; aux attentes quant aux niveaux de risque de crédit; et aux attentes relatives à l'issue de poursuites judiciaires. Des termes comme « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « pouvoir », « planifier », « croire », « chercher », « estimer » et leurs dérivés ou d'autres expressions semblables signalent des énoncés prospectifs. Tous les énoncés dans le présent document, à l'exception des énoncés concernant des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. Ces énoncés ne constituent pas des garanties au sujet du rendement futur et concernent des hypothèses, des risques et des incertitudes difficiles à prévoir.

En outre, ces énoncés et attentes concernant le rendement des activités de la société en général sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, concernant ce qui suit, sans s'y limiter : la conjoncture économique au Canada, aux États-Unis et au Japon; le cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain et le yen; l'approvisionnement et les coûts des matières premières, de l'énergie et des fournitures; les prix des produits; la disponibilité d'assurances; l'environnement concurrentiel et la conjoncture connexe des marchés; l'accroissement des efficacités opérationnelles; l'accès continu au capital; les coûts de conformité aux normes en matière d'environnement et de santé; l'absence d'une issue défavorable relative aux litiges en cours; l'absence de mesures imprévues par les gouvernements au Canada et à l'étranger, et l'hypothèse générale selon laquelle aucun des risques décrits ci-dessous ou ailleurs dans le présent document ne se réalisera. Toutes ces hypothèses sont fondées sur l'information dont dispose actuellement la société, y compris l'information obtenue auprès de tiers. Ces hypothèses pourraient se révéler erronées en tout ou en partie. De plus, les résultats réels pourraient différer de ceux qui sont explicites, implicites ou prévus dans les énoncés prospectifs, lesquels ne reflètent les attentes de la société qu'à la date à laquelle ils ont été formulés.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats explicites, implicites ou prévus contenus dans les énoncés prospectifs, comprennent notamment les suivants :

- les risques associés à la concentration des activités de la société dans le seul secteur des protéines;
- les risques liés aux décisions de la société à l'égard de tout remboursement éventuel de capital aux actionnaires;
- les risques liés à l'exécution des projets d'immobilisations, y compris les coûts, le calendrier et les variables réglementaires;
- les risques associés à la concentration de la production dans un moins grand nombre d'usines;
- les risques associés à la disponibilité des capitaux;
- les risques associés aux changements relatifs aux systèmes d'information et aux processus de la société;
- les risques associés aux cybermenaces;
- les risques liés à la contamination des aliments, à la responsabilité à l'égard des produits de consommation et aux rappels de produits;
- les risques liés aux acquisitions, aux dessaisissements et aux dépenses d'investissement projetées;
- l'incidence des fluctuations des cours du marché des titres à revenu fixe et des titres de capitaux propres de même que des variations des taux d'intérêt sur la charge de retraite et les besoins de capitalisation;
- la nature cyclique du coût et de l'approvisionnement des porcs et la nature concurrentielle du marché du porc en général;
- les risques liés à la santé du bétail;
- l'incidence d'une pandémie sur les activités de la société;
- le risque de change de la société;
- la capacité de la société à se prémunir contre l'effet de la fluctuation des prix des marchandises en ayant recours à des contrats à terme normalisés de marchandises et à des options;
- l'incidence des variations de la valeur de marché des actifs biologiques et des instruments de couverture;
- les risques associés au système de gestion de l'approvisionnement pour la volaille au Canada;
- les risques associés au recours à des fabricants à façon;
- l'incidence des événements internationaux sur les prix et la libre circulation des marchandises;
- les risques que pose le respect des nombreux règlements gouvernementaux;
- les risques liés aux litiges;
- l'incidence des changements dans les goûts des consommateurs et leurs habitudes d'achat;

- les effets des nombreux règlements environnementaux et les passifs environnementaux éventuels entraînés par ceux-ci;
- les risques associés à la consolidation du commerce de détail;
- les risques liés à la concurrence;
- les risques liés à l'observation des diverses lois et pratiques en vigueur dans le cadre du droit du travail et les risques liés à d'éventuels arrêts de travail en raison du non-renouvellement de certaines conventions collectives et au recrutement et à la conservation de personnel qualifié;
- les risques associés aux prix des produits de la société;
- les risques associés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement de la société;
- les risques associés à l'incapacité de repérer et de gérer les risques stratégiques auxquels la société fait face; et,
- l'incidence des modifications apportées aux Normes internationales d'informations financières (« IFRS ») et à d'autres normes comptables que la société doit respecter à des fins de réglementation.

La société avertit le lecteur que la liste des facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Ces facteurs sont exposés de façon plus détaillée dans la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans le rapport de gestion annuel de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, lequel est accessible sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Il y aurait lieu de se reporter à cette rubrique pour plus de précisions. Certains des énoncés prospectifs peuvent être considérés comme des perspectives financières aux fins des lois sur les valeurs mobilières applicables, notamment les énoncés concernant les dépenses en immobilisations futures. Ces perspectives financières sont présentées dans le but d'évaluer les utilisations futures anticipées des flux de trésorerie, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Il y a lieu de ne pas supposer qu'elles se concrétiseront. La société n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs, oraux ou écrits, et décline toute obligation de cette nature, en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement sauf lorsque la loi l'exige. D'autres renseignements concernant la société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

À propos des Aliments Maple Leaf Inc.

Les Aliments Maple Leaf est un fabricant de produits alimentaires vendus sous des marques phares notamment Maple Leaf®, Prime de Maple Leaf®, Natural Selections^{MD} Maple Leaf®, Schneiders®, Country Naturals^{MD} Schneiders®, Mina^{MD}, Greenfield Natural Meat Co.®, Lightlife^{MC}, Field Roast Grain Meat Co.^{MC} et Swift®. Maple Leaf emploie environ 12 500 personnes et exploite ses activités au Canada, aux États-Unis et en Asie. Le siège social de la société est situé à Mississauga, en Ontario, et ses actions sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole MFI.

Légende des notes

1. *Le BAIIA ajusté correspond au résultat avant intérêts et impôt, majoré des amortissements des immobilisations incorporelles et ajusté pour des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et des éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes ultérieures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. La marge du BAIIA ajusté est calculée en fonction du BAIIA ajusté divisé par les ventes. Se reporter à la rubrique intitulée « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.*
2. *Le résultat d'exploitation ajusté, une mesure non conforme aux IFRS, est utilisé par la direction pour évaluer les résultats financiers d'exploitation. Il est défini comme le résultat avant impôt, ajusté pour tenir compte des éléments qui ne sont pas considérés comme représentatifs*

des activités d'exploitation courantes de l'entreprise et des éléments pour lesquels l'incidence économique des opérations se reflétera dans le résultat des périodes futures lorsque l'actif sous-jacent sera vendu ou transféré. Se reporter à la rubrique intitulée « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.

- 3. Le résultat ajusté par action, qui est une mesure non conforme aux IFRS, est utilisé par la direction pour évaluer les résultats financiers d'exploitation. Il est défini comme le bénéfice de base par action et est ajusté de la même manière que le résultat d'exploitation ajusté. Se reporter à la rubrique intitulée « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.*
- 4. Les profits latents/pertes latentes sur les contrats de dérivés sont présentés dans le coût des ventes dans les états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités de la société pour le premier trimestre de 2019. Pour toute information au sujet des actifs biologiques, se reporter à la note 5 des états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités de la société pour le premier trimestre de 2019.*
- 5. Comprend l'incidence par action des frais de restructuration et autres frais connexes, après impôt.*
- 6. Inclut principalement les coûts de vacance, les coûts liés à l'acquisition, les revenus d'intérêts et les coûts liés aux litiges, après impôt.*
- 7. Comprend l'incidence par action de la variation des profits latents sur les contrats de dérivés et de la variation de la juste valeur des actifs biologiques, après impôt.*
- 8. Les totaux ne sont pas nécessairement justes en raison de l'arrondissement.*
- 9. La trésorerie (dette) nette, une mesure non conforme aux IFRS, est utilisée par la direction pour évaluer le montant de levier financier utilisé. Elle est définie comme le total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, moins la dette à long terme. Se reporter à la rubrique intitulée « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué.*

Bilans consolidés intermédiaires

(en milliers de dollars canadiens)

(non audité)

	Au 31 mars 2019	Au 31 mars 2018 ^a	Au 31 décembre 2018 ^a
ACTIFS			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	82 295	\$ 67 697	\$ 72 578
Débiteurs	155 321	128 457	146 283
Billets à recevoir	30 950	27 727	30 504
Stocks	388 800	326 519	348 901
Actifs biologiques	139 103	109 419	111 493
Charges payées d'avance et autres actifs	49 698	18 862	38 222
	846 167	\$ 678 681	\$ 747 981
Immobilisations corporelles	1 294 949	1 127 381	1 283 950
Actifs au titre du droit d'utilisation	232 971	—	—
Immeubles de placement	5 109	1 883	5 109
Avantages du personnel	—	21 751	5 389
Autres actifs à long terme	9 197	8 135	8 074
Goodwill	661 435	612 398	664 879
Immobilisations incorporelles	385 569	282 681	424 616
Total de l'actif	3 435 397	\$ 2 732 910	\$ 3 139 998
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	356 049	\$ 312 577	\$ 344 460
Partie courante des provisions	2 403	8 687	3 457
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	170 408	816	80 897
Tranche de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition échéant à moins d'un an	38 980	—	—
Impôt sur le résultat à payer	19 225	10 584	42 884
Autres passifs courants	20 082	17 773	24 031
	607 147	\$ 350 437	\$ 495 729
Dette à long terme	296 262	59 938	302 524
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	208 321	—	—
Avantages du personnel	134 821	115 474	103 982
Provisions	47 452	9 891	49 895
Autres passifs à long terme	2 056	14 183	53 564
Passif d'impôt différé	123 600	106 722	127 465
Total du passif	1 419 659	\$ 656 645	\$ 1 133 159
Capitaux propres			
Capital social	849 655	\$ 835 701	\$ 849 655
Résultats non distribués	1 183 042	1 275 377	1 178 389
Surplus d'apport	11 079	—	4 649
Cumul des autres éléments du résultat global	1 348	(4 448)	3 532
Actions propres	(29 386)	(30 365)	(29 386)
Total des capitaux propres	2 015 738	\$ 2 076 265	\$ 2 006 839
Total des passifs et des capitaux propres	3 435 397	\$ 2 732 910	\$ 3 139 998

i) Veuillez vous reporter à la note 16 a) des états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités de la société pour le premier trimestre de 2019

États consolidés intermédiaires du résultat net

<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données liées aux actions) (non audité)</i>	Trimestres clos les 31 mars			
	2019		2018	
Ventes	907 090	\$	817 509	\$
Coût des ventes	727 569		685 340	
Marge brute	179 521	\$	132 169	\$
Frais de vente et charges générales et administratives	98 254		86 182	
Bénéfice avant ce qui suit :	81 267	\$	45 987	\$
Frais de restructuration et autres frais connexes	(2 820)		(2 055)	
Autres produits (charges)	(2 077)		(2 854)	
Bénéfice avant charges d'intérêts et impôt sur le résultat	76 370	\$	41 078	\$
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	7 433		1 653	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	68 937	\$	39 425	\$
Charge fiscale	18 833		11 507	
Bénéfice net	50 104	\$	27 918	\$
Résultat par action :				
Bénéfice de base par action	0,41	\$	0,22	\$
Bénéfice dilué par action	0,40	\$	0,22	\$
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions)				
De base	123,5		126,2	
Dilué	125,4		129,3	

États consolidés intermédiaires des autres éléments du résultat global

<i>(en milliers de dollars canadiens) (non audité)</i>	Trimestres clos les 31 mars			
	2019		2018	
Bénéfice net	50 104	\$	27 918	\$
Autres éléments du résultat global				
Gains et (pertes) actuariel(le)s qui ne seront pas reclassés dans le résultat net (après l'impôt de 9,3 millions de dollars; 4,2 millions de dollars en 2018)	(26 382)	\$	11 775	\$
Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net:				
Variation de l'écart de conversion cumulé (après l'impôt de 0,0 million de dollars; 0,0 million de dollars en 2018)	(8 160)	\$	11 829	\$
Variation des profits (pertes) de change sur la dette à long terme désignés comme couverture d'investissement net (après l'impôt de 1,0 million de dollars; 0,5 million de dollars en 2018)	5 184		(1 497)	
Variation des profits (pertes) latent(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie (après l'impôt de 0,3 million de dollars; 1,1 million de dollars en 2018)	792		(5 160)	
Total des éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net	(2 184)	\$	5 172	\$
Total des autres éléments du résultat global	(28 566)	\$	16 947	\$
Résultat global	21 538	\$	44 865	\$

États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global ^a		Profits et pertes latents sur les couvertures de flux de trésorerie	Actions propres	Total des capitaux propres
				Rajustement pour écart de conversion				
Solde au 31 décembre 2018	849 655	\$ 1 178 389	\$ 4 649	\$ 8 518	\$ (4 986)	\$ (29 386)	\$ 2 006 839	\$
Incidence des nouvelles normes IFRS ^a	—	(1 100)	—	—	—	—	(1 100)	
Bénéfice net	—	50 104	—	—	—	—	50 104	
Autres éléments du résultat global ^a	—	(26 382)	—	(2 976)	792	—	(28 566)	
Dividendes déclarés (0,145 \$ par action)	—	(17 969)	—	—	—	—	(17 969)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5 150	—	—	—	5 150	
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	1 300	—	—	—	1 300	
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	—	(20)	—	—	—	(20)	
Solde au 31 mars 2019	849 655	\$ 1 183 042	\$ 11 079	\$ 5 542	\$ (4 194)	\$ (29 386)	\$ 2 015 738	\$

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Capital social	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global ^a		Profits et pertes latents sur les couvertures de flux de trésorerie	Actions propres	Total des capitaux propres
				Rajustement pour écart de conversion				
Solde au 31 décembre 2017	835 154	\$ 1 253 035	\$ —	\$ (11 420)	\$ 1 800	\$ (26 961)	\$ 2 051 608	\$
Incidence des nouvelles normes IFRS	—	(3 695)	—	—	—	—	(3 695)	
Bénéfice net	—	27 918	—	—	—	—	27 918	
Autres éléments du résultat global ^a	—	11 775	—	10 332	(5 160)	—	16 947	
Dividendes déclarés (0,13 \$ par action)	—	(16 475)	—	—	—	—	(16 475)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	4 870	—	—	—	4 870	
Impôt différé sur la rémunération fondée sur des actions	—	—	(1 500)	—	—	—	(1 500)	
Rachat d'actions	333	5 477	(3 370)	—	—	—	2 440	
Exercice d'options sur actions	214	—	—	—	—	—	214	
Règlement de la rémunération fondée sur des actions	—	(2 658)	—	—	—	1 596	(1 062)	
Achat d'actions par la fiducie responsable des unités d'actions temporairement inaccessibles	—	—	—	—	—	(5 000)	(5 000)	
Solde au 31 mars 2018	835 701	\$ 1 275 377	\$ —	\$ (1 088)	\$ (3 360)	\$ (30 365)	\$ 2 076 265	\$

^a Éléments qui sont ou qui peuvent être reclassés ultérieurement dans le résultat net.

^a La variation des gains et pertes actuariels qui ne sera pas reclassée dans le résultat net et qui a été reclassée dans les résultats non distribués est incluse dans les autres éléments du résultat global.

^a Veuillez vous reporter à la note 2b) des états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités de la société pour le premier trimestre de 2019.

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)
(non audité)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2019	2018
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :		
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	50 104	\$ 27 918
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie :		
Variation de la juste valeur des actifs biologiques	(26 263)	7 097
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	42 620	29 884
Rémunération fondée sur des actions	5 150	4 870
Impôts sur les bénéfices reportés	5 906	6 106
Impôt exigible	12 927	5 401
Charges d'intérêts et autres coûts de financement	7 433	1 653
Perte sur la vente d'actifs à long terme	194	385
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés non désignés	(14 620)	185
Variation du passif des régimes de retraite	529	1 705
Impôt sur le résultat payé, montant net	(25 869)	(2 468)
Intérêts payés	(6 733)	(1 174)
Variation de la provision pour frais de restructuration et autres frais connexes	2 176	(585)
Variation de la marge des dérivés	7 588	6 530
Autres	244	(6 443)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(42 810)	(49 009)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	18 576	32 055
Activités de financement		
Dividendes versés	(17 969)	\$ (16 475)
Augmentation nette de la dette à long terme	89 861	49 337
Paiement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(8 341)	—
Exercice d'options sur actions	—	214
Rachat d'actions	—	(22 090)
Paiement des coûts de financement différés	(43)	(29)
Rachat d'actions propres	—	(5 000)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement	63 508	\$ 5 957
Activités d'investissement		
Entrées d'actifs à long terme	(60 135)	\$ (35 360)
Acquisitions, moins la trésorerie [acquise]	(847)	(138 380)
Paiement de passifs d'impôt pris en charge dans le cadre de l'acquisition	(11 385)	—
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(72 367)	\$ (173 740)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	9 717	\$ (135 728)
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début de la période	72 578	203 425
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin de la période	82 295	\$ 67 697